et nulle autorité non plus n'a été citée à l'appui; en quatrième lieu, de rappeler à l'ordre un membre de cette Chambre quand ce dernier ne pouvait avoir dans les circonstances enfreint le règlement que si **Votre Honneur** eussiez présidé les travaux de la Chambre. Je ne sais ce que pense de la situation mon honorable ami de Red-Deer (M. Clark), mais si quelque erreur s'est glissée dans les actes de la Chambre, il serait bon qu'elle fût corrigée. Je suis si intimement convaincu que la règle 14 s'applique sous tous les rapports à la situation dont il s'agit, comme ont dû le constater tous ceux qui étaient dans cette salle le 15 mars dernier, qu'après avoir lu cette règle avec calme, on se convaincra que, sous l'empire de nos règlements, comme sous l'empire de tous les usages ou coutumes parlementaires auxquels nous sommes tenus de nous conformer, cette Chambre n'a aucun pouvoir qui donne à **Votre Honneur** le droit d'occuper le fauteuil comme vous l'avez fait dans la circonstance en question. J'admets volontiers que les règles parlementaires anglaises sont dans une très large mesure le résultat d'un usage reconnu, mais non pas toujours. La clôture en 1882 a été un principe nouveau, que l'usage ni la coutume n'autorisaient; ç'a été une règle toute fraîche. Les règles anglaises sont nées pour la plupart de coutumes ou d'usages bien établis que l'on a codifiés. Bien que n'étant pas liés par la règle anglaise elle-même, si elle a été adoptée après 1867, nous sommes tenus de nous conformer aux coutumes ou aux usages anciens, pourvu qu'ils n'aient pas été changés par quelque article de notre règlement, selon la règle 1ère laquelle dit ceci :

Dans tous les cas qui ne sont pas prévus ci-après ou par des règles parlementaires ou autres, les règles, les usages et formalités de la procédure de la Chambre des communes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en vigueur le 1er jour de juillet 1867, doivent être suivis.

Beaucoup de ces règles, usages et formalités qui étaient alors en vigueur le sont encore aujourd'hui, et ils nous obligent dans tous les cas où nous n'avons pas nous-mêmes établi quelque autre mode de procéder.

Or, je ne trouve du commencement à la fin aucune règle, aucun auteur qui puisse me faire abandonner l'idée que **Votre Honneur** avez l'autre jour commis une méprise en intervenant dans le débat, et que la Chambre devrait chercher un moyen de parer à une semblable difficulté si déjà la procédure à suivre n'est pas suffisamment indiquée dans la règle 14. Il se peut qu'un pareil incident ne se répète jamais dans cette assemblée, et je l'espère; mais dès que dans cette Chambre les minorités ont à compter sur les bons offices et sur la bienveillance du président, la règle prend une importance considérable, et les minorités auront à s'assurer que leurs droits et pri-

vilèges sont protégés par cette règle. S'ils ne l'étaient pas, la Chambre devra prendre des mesures à cette fin.

L'hon. W. T. WHITE (ministre des Finances): Mon honorable ami (M. Guthrie) a parlé des droits de minorités, mais je ne vois pas que ce soit là une question qui touche uniquement aux droits des minorités; c'est une question qui a trait à la manière dont cette Chambre devra procéder au cas de désordre grave. Ce désordre peut n'être pas toujours le fait de la minorité, et ce n'est sans doute pas l'impression que mon honorable ami cherche à créer. Il me semble que la question est de savoir si, le 15 mars, vous avez eu raison, monsieur l'Orateur, de prendre le fauteuil dans les circonstances extraordinaires qui se sont présentées ce jour-là. Bien que l'on ait dit que c'était là une discussion académique, ou encore, comme l'a déclaré mon honorable ami de Wellington-sud, une discussion tendant à faire décider du mode de procédure à suivre en pareilles circonstances, l'honorable député de Westmoreland qui a soulevé cette question n'en a pas moins fait allusion comme d'autres à l'incident du 15 mars, et j'ai bien le droit, par conséquent, de discuter les circonstances qui se sont présentées ce jour-là. L'honorable député de Wellington-sud prétend, monsieur l'Orateur, que vous avez eu tort, mais sur ce point je ne m'accorde pas avec lui et j'affirme que les usages et les précédents constitutionnels justifiaient pleinement votre conduite, que vous avez, monsieur l'Orateur, agi avec dignité et avec fermeté dans cette occasion et que vous avez droit aux remerciements de la Chambre pour avoir agi ainsi. Somme toute et, comme il va de soi, parlant en mon nom seul, je regrette cette tentative de décider d'avance une question de cette sorte. La Chambre est incapable de prévoir quelles circonstances pourront se produire auxquelles l'Orateur aura à faire face. Il est survenu parfois dans la chambre des communes anglaise des circonstances tout à fait nouvelles, et l'Orateur, qui a le devoir de sauvegarder la dignité de la Chambre et la régularité du débat, a dû agir de la manière qu'il jugeait la plus propre à mettre fin au désordre. Il est donc, ce me semble, peu sage d'aborder cette question à un point de vue platonique ou théorique ou de vouloir décider d'avance de votre conduite dans des circonstances qu'il nous est impossible de prévoir. Cette question a été discutée à un point de vue spécial; quant à moi, je me propose de la discuter d'abord à un point de vue plus large et ensuite examiner les raisons particulières que l'on a tenté de faire valoir.

Je pose en principe, monsieur l'Orateur, que vous exercez ici une double fonction: vous êtes d'abord l'interprète de cette assemblée auprès du Sénat, auprès de la couronne et des départements ministériels. Mais il est un autre aspect de vos fonctions,